UNITED
NATIONS

E

Economic and Social
Council

Distr.
GENERAL

E/CN.4/1996/104/Add.1
17 January 1996

Original: ENGLISH/FRENCH

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS
Fifty-second session
Item 22 of the provisional agenda

ELECTION OF MEMBERS OF THE SUB-COMMISSION ON PREVENTION OF DISCRIMINATION AND PROTECTION OF MINORITIES

Note by the Secretary-General

Addendum

1. In accordance with relevant Economic and Social Council resolutions and in particular resolution 1986/35, the Commission on Human Rights, at its fifty-second session, is called upon to elect half of the Sub-Commission membership and the corresponding alternates, if any, in accordance with the following pattern: four members from African States; two members from Asian States; two members from Eastern European States; two members from Latin American States and three members from Western European and other States.

2. The Secretary-General, in document E/CN.4/1996/104, informed the Commission of the nominations of candidates and alternates for election to the Sub-Commission received as at 6 December 1995. That document also contained the biographical data of candidates and alternates which had been received.

3. Additional nominations and biographical data as well as other communications have been received since 6 December 1995.

4. On 18 December 1995, the Government of the Philippines informed the Secretary-General that it had decided to withdraw its nominations.

5. The present document contains the updated list of nominations for membership of the Sub-Commission as at 10 January 1996. This document also includes biographical data not reproduced in document E/CN.4/1996/104 and/or received since 6 December 1995 (see annex).

6. Communications and nominations received subsequent to the date of the present document will be reproduced in further addenda.

7. The updated list of nominations as at 10 January 1996 is as follows:

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
	African States	
Algeria	Mr. Mustapha Mehedi*	
Burkina Faso	Ms. Mariam Gui Nikiema*	Ms. Aminata Ouédraogo*
Central African Republic	Mr. Simon Narcisse Bozanga*	
Congo	Mr. Honoré Bikou-M'Bys**	Mr. Jean-Claude Mavila**
Egypt	Mr. Ahmed Khalifa*	Mr. Ahmed Khalil*
Ethiopia	Mr. Fisseha Yimer*	
Mauritania	Mr. Mohamed Abeidna*	Mr. Abdellahi Ould Bah Nagi*
Morocco	Ms Halima Embarek Warzazi*	
Tunisia	Mr. Saïd Naceur Ramadhane*	Mr. Hatem Kotrane*
Zimbabwe	Mr. Eric Taurai Matinenga*	Ms. Judy Nambewe Ndaona*
	Asian States	
Bangladesh	Mr. Maksum-Ul-Hakim*	Mr. Mohamed Mijarul Quayes*
Indonesia	Mr. Charles Himawan*	Mr. H. Muladi*
Japan	Mr. Ribot Hatano**	Mr. Yozo Yokota**
Pakistan	Ms. Amna Piracha*	

---

* For biographical data, see E/CN.4/1996/104, annex I.

** Biographical data are contained in the annex to the present document.

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
	Asian States (continued)	
Republic of Korea	Mr. Sang Yong Park**	Mr. Myung Chul Hahm**
Syrian Arab Republic	Mr. Moustafa Al-Sayed*	Mr. Badr Kasme*
	Eastern European States	
Romania	Mr. Ion Maxim*	Ms. Antoanella Iulia Matoc*
Ukraine	Mr. Volodymyr G. Boutkevitch*	Mr. Oleg V. Shamshur*
	Latin American States	
Cuba	Mr. Miguel Alfonso Martínez*	Ms. Marianela Ferriol Echevarría*
Colombia	Ms. Clemencia Forero Ucros*	Mr. Alberto Diaz Uribe*
	Western European and other States	
Belgium	Mr. Marc Bossuyt*	Mr. Guy Genot*
Norway	Mr. Asbjørn Eide*	Mr. Jan Helgesen*
Portugal	Ms. Marta Santos Pais*	Ms. Ana Martins Gomes*
United States of America	Mr. David Weissbrodt*	Ms. Gay J. McDougall*

Annexe

CURRICULUM VITAE *

M. HONORE BIKOU-M'BYS (expert)

(Candidature présentée par le Gouvernement du Congo)

Date et lieu de naissance	19 novembre 1947 à Loubetsi (Kibangou)
Situation de famille	Marié, 5 enfants
Etudes	Primaires, secondaires, supérieures et professionnelles
Diplômes	Certificat d'études primaires, élémentaires (1962) Brevet d'études moyennes générales (1967) Baccalauréat série A (1972) Diplômes de fin d'études à l'Ecole nationale d'administration (Greffier) (1972) Licence en droit (option droit privé) (1976)
Fonctions occupées	Greffier en chef au Tribunal de grande instance et à la Cour d'appel de Brazzaville (1972-1975) Conseiller au secrétariat général du Conseil d'Etat (1975-1976) Directeur de Cabinet du Ministre, Secrétaire général du Conseil d'Etat (1976-1977) Collaborateur du Secrétaire général du gouvernement (1977-1979) Attaché au Département juridique à la présidence de la République (1979-1992) Directeur de Cabinet du Secrétaire d'Etat chargé de la coopération (1992)
Fonctions actuelles	Conseiller juridique et administratif du Ministre de la communication et de la culture démocratique, porte-parole du gouvernement
Grade	Administrateur en chef des services administratifs et financiers (SAF) de 3ème échelon
Antécédents judiciaires	Jamais poursuivi ni condamné
Expérience en matière des droits de l'homme	Chargé du suivi des questions y afférentes au Cabinet du Chef de l'Etat de 1983 à 1987 Chef de la délégation congolaise aux sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme à Genève de 1983 à 1987

* Les curriculum vitae sont reproduits dans leur langue originale.

M. JEAN-CLAUDE MAVILA (Suppléant)

(Candidature présentée par le Gouvernement du Congo)

Date et lieu de naissance	31 mai 1952 à Brazzaville
Situation de famille	Marié, 3 enfants

Etudes suivies

1974	Baccalauréat, série A4 au lycée Chaminade de Brazzaville
1976	DEUG II - Droit public à l'université de Brazzaville
1977	Licence en droit à l'université de Brazzaville
1978	Maîtrise de droit public à l'université de Brazzaville
1979	D.E.A. Droit public à l'Académie d'Aix-Marseille III
1984	Thèse de doctorat d'Etat de droit à l'Académie d'Aix-Marseille III, couronnée par le 1er prix de thèse

Stages effectués

1980	Ministère des affaires étrangères, Division Afrique, Brazzaville
1981	Faculté de droit de l'université de Brazzaville
1982	Moniteur au Centre d'études et de recherches internationales et communautaires (CERIC), Académie d'Aix-Marseille III
1985	Participant à la session extérieure de l'Académie de droit international de La Haye à Rabat
1987	Participant au Séminaire de droit international à la Commission de droit international, Office des Nations Unies à Genève
1988	Participant de l'USIA aux Etats-Unis d'Amérique
1990	Stagiaire au siège du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève

1991	Participant au Séminaire de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) à Douala

Travaux effectués

1975-1977	Etude socio-démographique pour le compte de l'OROSTOM
1978	Mémoire en grands services publics et entreprises publiques : l'hôpital général de Brazzaville Mémoire en grands problèmes politiques contemporains : l'indépendance contestée : le cas du Transkei
1979	Mémoire en relations internationales : la gestion de l'aide alimentaire internationale
1984	Thèse de doctorat d'Etat : le règlement des conflits africains : étendue et limites de la Charte de l'OUA
1987	"La protection des minorités en Afrique", Revue congolaise de droit, No 2
1991	"La sanction en droit international humanitaire, Revue congolaise de droit, No 9
1992	L'Afrique et le désarmement, Brazzaville, éd. St-Val L'Etat africain : Quelles perspectives de changement des institutions politiques ? Revue de la Société de droit international et comparé, No spécial
1995	Recueil des lois du Congo, de 1991 à 1994, ouvrage publié avec le concours de la Mission française de coopération et d'action culturelle, éd. St-Val "Plaidoyer pour le respect des droits de l'homme et des peuples pour l'Afrique de l'an 2000", Revue congolaise de droit, No 18

Expérience professionnelle

1976-1977	Enseignant vacataire au lycée Chaminade de Brazzaville
1977-1978	Enseignant vacataire au lycée technique d'Etat de Brazzaville
Depuis 1985	Maître-assistant de 1ère classe à la Faculté de droit de l'université de Brazzaville

1986	Rapporteur général de la table ronde de l'OMS, sur la législation sanitaire en Afrique, Bureau régional de l'OMS à Brazzaville
1987	Conférencier au Séminaire de droit international humanitaire à Bangui
1988-1989	Enseignant à l'Ecole supérieure du Parti, Brazzaville
1989	Enseignant au CIESPAC (Ecole inter-Etats Brazzaville) Conférencier au Séminaire de droit international humanitaire aux Forces armées congolaises (Brazzaville) Mission d'enseignement à la Faculté de droit de Kigali
1991	Conférencier au Séminaire régional de droit international humanitaire à Kinshasa
1993	Conférencier au Séminaire régional de droit international humanitaire aux Forces armées d'Afrique centrale à Yaoundé
1994	Rapporteur général au Forum national de la paix, organisé conjointement par l'UNESCO et le Gouvernement congolais Conférencier au Colloque droits de l'homme et Afrique centrale, Yaoundé

<u>Direction des travaux</u>

1987-1988	Direction de mémoire de fin d'études à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM), Brazzaville L'application du droit international humanitaire en Afrique
1988-1989	Direction de mémoire de DES à la Faculté de droit de l'université de Brazzaville : les rapports intégration économique-Personnalité juridique des organisations économiques internationales africaines, l'exemple de l'Afrique centrale
1989-1990	Direction de mémoire de fin d'études à l'ENAM : le rôle des grandes puissances dans le règlement des conflits : cas de la guerre Iran-Irak et l'Afrique australe

1990-1991	Direction de mémoire de DES à la Faculté de droit de l'université de Brazzaville : la protection des victimes des conflits armés internes en Afrique en droit international humanitaire
1991-1992	Direction de mémoire de fin d'études à l'ENAM : la force des Nations Unies dans la guerre du Golfe

Fonctions occupées

1986-1988	Chef de département de droit
Depuis 1986	Fondateur et directeur du Groupe de recherche pour le désarmement, affilié à l'UNIDIR et à African Peace Research Institute (Lagos) Membre de l'Equipe de diffusion du droit international humanitaire, dirigée par la délégation régionale du Comité international de la Croix-Rouge à Kinshasa
Depuis septembre 1991	Doyen de la Faculté de droit

Langues

Anglais	Lu facilement Parlé difficilement
Espagnol	Idem

Mr. RIBOT HATANO (Expert)

(Nominated by the Government of Japan)

Date of birth 6 September 1931, Tokyo

Present position

Professor of International Law, Faculty of Law, Gakushuin University (Tokyo), 1968

President of Hatano Family School (Non-profit organization for social and international education) (Tokyo), 1978-

Education

1954	Graduated from Faculty of Law, University of Tokyo, with LL.B.
1956	Completed Master's course in Law, University of Tokyo, with LL.M.
1959	Completed Doctor's course in Law, University of Tokyo, with LL.D.
1961	Completed Master's course in Comparative Law, Law School, Columbia University, with MCL

Professional experience

1959-62	Researcher, Institute of Comparative Law, Faculty of Law, University of Tokyo
1962-63	Lecturer of International Law, Faculty of Law, Meiji University (Tokyo)
1962-68	Associate Professor of International Law, Faculty of Law, Gakushuin University (Tokyo)
1967	Lecturer of International Law, Tsudajuku Women's College (Tokyo)
1983-85	Director of Central Library, Gakushuin University

Professional membership

1960-present	Member, Japan Branch, International Law Association
1976-present	Trustee, Japanese Society of International Law
1976-present	Trustee, Japanese Association of World Law
1994-present	President, International Human Rights Law Association of Japan

International activities

United Nations

Observer to International Law Commission (Geneva, 1961 and 1973)

Alternate Delegate to the United Nations Special Committee on Friendly Relations (Mexico City in 1964, New York in 1966 and 1968, Geneva in 1967 and 1969)

Member of Delegation to the General Assembly (Sixth Committee) of the United Nations, 1966 and 1968

Expert of Fact-Finding Commission of the United Nations (established by General Assembly resolution 2329 (XXII)), 1968-present

Observer to peace-keeping operations of the United Nations in Syria, Egypt, Cyprus and Israel, 1980

Observer to the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNWRA) and refugee camps, 1980

Observer to refugee camps in Khao I Dang and on Thai-Cambodian borders, 1982

Trustee, the United Nations Voluntary Fund for Victims of Torture, 1991-present

Trustee, Japan Committee for UNICEF, 1993-present

Expert of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 1988-present

Activities for the Sub-Commission

Member of the Working Group on Communications, 1988-1989

Rapporteur of the Sub-Commission, 1989

Vice-Chairman of the Sub-Commission, 1990

Rapporteur of the Working Group on Detention, 1990

Chairman of the Working Group on Detention, 1991

Member of the Working Group on Indigenous Populations, 1990-present

International law conferences

Panellist at the Round Table Conference on International Law (Hong Kong), 1962

Dean at the International Peace Seminar (Hakone, Japan), 1963

Commentator at LAWASIA Conference (Kuala Lumpur), 1968

Participant (representative of Japan Branch) at centenary celebration of the International Law Association (Brussels), 1973

Panellist at the biennial conferences of the International Law Association (1976, 1978, 1982, 1986 and 1988)

Panellist, Committee on Extradition of Terrorists of International Law Association (1985, 1986 and 1988)

Participant (Committee member) at viva voce meetings of the Committee on International Terrorism (Virginia, 1982) and the Committee on Extradition of Terrorists (Boston, 1985 and 1986), International Law Association

Lectures abroad

Lecture on "Recent trends in Japanese education" (Singapore), 1982

Lecture on "The Japanese law and contract" (Helsinki, Oslo and Amsterdam), 1986

Lecture on "American fairness v. Japanese fairness" (St. Louis), 1987

Domestic activities

Expert witness (on diplomatic relations and immunities), Tokyo District Court, 1965

Expert witness (on exclusive fishery zone), Agriculture and Fishery Committee, House of Councillors, 1971

Expert witness (on continental shelf), Foreign Relations Committee, House of Councillors, 1971

Chairman of a case study group on territorial and border disputes, 1972-78

Chairman of a case study group in international responsibility of States, 1979

Chairman of a study group on terrorism established by Japan Branch of International Law Association, 1976-1982

Chairman of a study group on extradition of terrorists established by the Japan Branch of International Law Association, 1985-88

Expert witness (on Japanese participation in United Nations peace-keeping operations), Special Committee on PKO, House of Councillors, 1992

Expert witness (on ratification by Japan of the Convention on the Rights of the Child), Foreign Relations Committee, House of Representatives, 1993

Publications (major works only)

Monographs (in English)

"Traffic accidents and diplomatic immunity" (Japanese Annual of International Law, No. 12), 1968

"Human rights in Japan today" (Trialogue, No. 19), 1978

"To normalize the International Whaling Commission" (Japanese Annual of International Law, No. 25), 1982

Books (in Japanese)

An Introduction to Modern Jurisprudence (co-author), 1964

An Introduction to Legal Materials (co-author), 1965

A Modern Law of Nations (co-author), 1971

Reconstruction of International Law Theories (co-editor-author), 1978

A Case Study on Territorial and Border Disputes (co-editor-author), 1979

Workbook in International Law (co-editor-author), 1980

Lectures on International Law (co-editor-author), 1982

A Case Study on State Responsibility in International Law (co-editor-author), 1990

Commentary on "The Convention on the Rights of the Child", 1994

Monographs (in Japanese)

"Substance of 'Culpa' in modern international law", 1960

"Substance of 'international standard theory' in international responsibility", 1962

"Privileges and immunities of staff of the United Nations, 1963"

"An analysis of acceptance ratio of 'Optional Clause'", 1964

"Commentary on Aerial incidence case of 1955", 1964

"Legal structure of Treaty on Non-Proliferation of Nuclear Weapons", 1967

"State immunity", 1967

"An analysis of extradition treaties", 1968

"Attitude of Afro-Asian countries towards international legislation", 1971

"Election of judges of the International Court of Justice", 1976

"Geographical distribution of staff of the United Nations", 1979

"Problems on the continental shelf", 1983

"Fundamental problems on protection of refugees", 1985

"Iran-Iraq war and property of aliens", 1986

"Human rights in Japan and in the world", 1988

"Function of the United Nations - Its possibilities and limitations", 1988

"Commentary on the Convention on the Rights of the Child", 1990

"Problems before the Sub-Commission on Human Rights of the United Nations", 1990

"International mechanism to enforce human rights", 1990

"Independence of experts of the Sub-Commission on Human Rights", 1990

"Peace-keeping operations of the United Nations", 1990

"Circumcision of women in light of human rights", 1990

"Ainu - Indigenous peoples in Japan", 1991

"Worldwide recovery of indigenous rights", 1993

"Ten years of the United Nations Voluntary Fund for Victims of Torture", 1993

"Can anyone be a torturer?", 1994

"Convention on the Rights of the Child as applied to Japan" (series for 11 months), 1995

Mr. YOZO YOKOTA (Alternate)

(Nominated by the Government of Japan)

Date of birth	17 October 1940
Present position	Professor of Law, Faculty of Law, University of Tokyo
Education	
March 1964	Graduated from International Christian University, Tokyo, with B.A. in International Relations
March 1966	Graduated from the Graduate School of Law and Politics (Master's course), University of Tokyo, with LL.M.
March 1969	Graduated from the Graduate School of Law and Politics (Doctor's course), University of Tokyo, with LL.D.
Professional experience	
April 1969	Instructor, International Christian University
April 1971	Assistant Professor, International Christian University
April 1974	Associate Professor, International Christian University
April 1979	Professor, International Christian University
April 1995	Professor, University of Tokyo
Experience abroad	
September 1971-July 1972	Fulbright exchange scholar at Columbia University, School of Law
October 1974-December 1976	Attorney (later Counsel) at the Legal Department of the World Bank
March-December 1983	Visiting Professor at the University of Adelaide, South Australia

January-August 1984	Visiting Professor at the University of Michigan, School of Law
September 1984-March 1985	Visiting Professor at Columbia University, School of Law

Participation in international conferences

August-September 1979	Participated as a legal expert in the United Nations Conference on the Development of the Mekong River, held in Bangkok
May-July 1970, May-August 1971 and May-July 1978	Attended as an observer at the annual session of the International Law Commission of the United Nations held in Geneva
May 1973	Participated as a member of the delegation in a conference of the United Board of Christian Higher Education in Asia, held in Seoul
July 1988-August 1995	Alternate expert of the Sub-Commission on the Prevention of Discrimination and Protection of Minorities
March 1992-Present	Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, appointed by the Commission on Human Rights

Membership in professional associations

The Japanese Association of International Law
(Member of the Board of Directors

The Japanese Association of World Law
(Member of the Board of Directors)

The Japan Association of International Human Rights Law
(Member of the Board of Directors)

The Japan Association of International Economic Law
(Member of the Board of Directors)

The Japan Association of International Relations

The American Society of International Law

International Law Association

Professional publications
(Major works only)

1. Books

International Society and Law-Conditions for Peace and Development, Association for the Promotion of Education through the University of the Air, 1986 (in Japanese)

Twentieth Century and International Organization, Institute for Basic Studies in International Relations, 1989 (in Japanese)

2. Co-authored books

Case Studies on Territorial and Border Disputes, Tokyo University Press, 1979 (in Japanese)

Lectures on International Law, Yuhikaku Publishing Company, Tokyo, 1982 (in Japanese)

Japanese International Law Cases - State Recognition, Institute of International Affairs of Japan, 1983 (in Japanese)

International Economic Law, Seirin-Shoin Publishing Company, Tokyo, 1987 (in Japanese)

International Law, United Nations and Japan, Kobundo Publishing Company, Tokyo, 1987 (in Japanese)

3. Translations

Kenneth E. Boulding, A Primer on Social Dynamics, The Free Press, New York, 1970 - Japanese translation published by Kodansha Publishing Company, Tokyo, in 1979

Maurice Bertrand, The Third Generation World Organization, translation published by Kokusai-shoin Publishing Company, Tokyo, in 1991

Maurice Bertrand, l'ONU, Editions La Découverte, Paris, 1994 - Japanese translation published by Kokusai-shoin Publishing Company, Tokyo, in 1995

4. Articles and notes in English

"Japan's participation in international organizations", Proceedings of the 69th Annual Meeting of the American Society of International Law, 1975

"Non-political character of the World Bank", The Japanese Annual of International Law, No. 20, 1978

"Legal aspects of Japan's foreign aid program", Proceedings of the 71st Annual Meeting of the American Society of International law, 1977

"The boundary between deep sea-bed and continental shelf", The Frontier of the Seas, The Ocean Association of Japan, 1981

"Legal character of international organizations", The Journal of Social Sciences, vol. 21, No. 1, 1982

"How useful is the notion of 'international public corporation' today?", Essays in International law in Honour of Judge Manfred Lachs, 1984

"Toward a Pacific community - Who will take the initiative?", The Journal of Social Sciences, vol. 23, No. 2, 1985

"Human rights and humanitarian issues in regional and global perspectives", Publications of the Japanese-German Center, Berlin, vol. 4, 1990

"How Japan can contribute to human rights", Japan Review of International Affairs, vol. 9, No. 2, Spring 1995

Mr. SANG YONG PARK (Expert)

(Nominated by the Government of the Republic of Korea)

Date of birth: 1 April 1932

Education:

February 1958	Graduated from the College of Law, Cheongu University, Taegu, Republic of Korea
September 1959-June 1960	Studied International Relations at Georgetown University, Washington, D.C.

Career:

June 1958	Joined the Ministry of Foreign Affairs (MOFA)
August 1961-June 1964	Third Secretary, Embassy of the Republic of Korea, Washington, D.C.
March 1966-February 1968	Second Secretary, Embassy of the Republic of Korea, Tokyo
May 1969-March 1971	Research Officer, Institute of Foreign Affairs (MOFA)
March 1971-March 1972	Director, International Economic Affairs Division, International Trade Affairs Bureau (MOFA)
March 1972-January 1975	Minister, Permanent Observer of the Republic of Korea to the United Nations in New York
January 1975-January 1976	Director-General, Information and Cultural Affairs Bureau (MOFA)
January 1976-June 1978	Director-General, American Affairs Bureau (MOFA)
June 1978-April 1979	Assistant Minister for Planning and Management (MOFA)
April 1979-December 1980	Assistant Minister for Political Affairs (MOFA)
December 1980-November 1984	Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Permanent Observer of the Republic of Korea to the United Nations Office and Permanent Representative to other International Organizations in Geneva

January 1985- September 1986	Research Commissioner, Institute of Foreign Affairs and National Security (MOFA)
September 1986- September 1987	Dean, Institute of Foreign Affairs and National Security (MOFA)
September 1987- March 1988	Vice-Minister for Foreign Affairs
March 1988- March 1990	Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Permanent Observer of the Republic of Korea to the United Nations in New York
March 1990- April 1991	Ambassador-at-Large (MOFA)
April 1991- May 1993	Vice-President of the Korea International Cooperation Agency (KOICA)
May 1993- March 1994	President of KOICA

Mr. MYUNG-CHUL HAHM (Alternate)

(Nominated by the Government of the Republic of Korea)

Title:	Director-General, United Nations Systems Bureau Ministry of Foreign Affairs, Republic of Korea
Date of birth:	13 November 1944
Education:	
1965-1967	Studied at the Department of English Literature, Korea University, Seoul, Korea
1988-1990	Studied at University of Virginia Law School, United States
Career:	
April 1971	Joined the Ministry of Foreign Affairs (MOFA)
April 1974	Third Secretary, Embassy of the Republic of Korea, Copenhagen
February 1977	Second Secretary, Embassy of the Republic of Korea, Beirut
March 1980	Director for Legal Affairs, Office of Planning and Management (MOFA)
February 1981	Director, International Legal Affairs Division, Treaties Bureau (MOFA)
December 1981	First Secretary, Permanent Observer Mission of the Republic of Korea, to the United Nations, New York
April 1985	Director, United Nations Division, International Organizations Bureau (MOFA)
April 1987	Research Officer, Institute of Foreign Affairs and National Security (MOFA)
July 1988	Counsellor, Embassy of the Republic of Korea, Vienna
October 1988	Counsellor, Embassy of the Republic of Korea, Budapest
January 1990	Minister, Embassy of the Republic of Korea, Vienna

May 1991	Deputy Director-General, Treaties Bureau (MOFA)
August 1993	Minister, Permanent Mission of the Republic of Korea to the United Nations
December 1993	Director-General, International Organizations Bureau (MOFA)
April 1994	Director-General, United Nations Systems Bureau (MOFA)
Family:	Married with two sons.

UNITED
NATIONS

E

Economic and Social
Council

Distr.
GENERAL

E/CN.4/1996/104/Add.2
19 March 1996

Original: ENGLISH

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS
Fifty-second session
Item 22 of the provisional agenda

ELECTION OF MEMBERS OF THE SUB-COMMISSION ON PREVENTION OF DISCRIMINATION AND PROTECTION OF MINORITIES

Note by the Secretary-General

Addendum

1. In accordance with relevant Economic and Social Council resolutions and in particular resolution 1986/35, the Commission on Human Rights, at its fifty-second session, is called upon to elect half of the Sub-Commission membership and the corresponding alternates, if any, in accordance with the following pattern: four members from African States; two members from Asian States; two members from Eastern European States; two members from Latin American States and three members from Western European and other States.

2. The Secretary-General, in documents E/CN.4/1996/104 and Add.1, informed the Commission of the nominations of candidates and alternates for election to the Sub-Commission received as at 10 January 1996. Those documents also contained the biographical data of candidates and alternates which had been received.

3. Additional nominations and biographical data as well as other communications have been received since 10 January 1996.

4. On 8 March 1996, the Government of Zimbabwe informed the Secretary-General that it had decided to withdraw its nominations.

5. The present document contains the updated list of nominations for membership of the Sub-Commission as at 15 March 1996.

6. Communications and nominations received subsequent to the date of the present document will be reproduced in further addenda.

7. The updated list of nominations as at 15 March 1996 is as follows:

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
	African States	
Algeria	Mr. Mustapha Mehedi*	
Burkina Faso	Ms. Mariam Gui Nikiema*	Ms. Aminata Ouédraogo*
Central African Republic	Mr. Simon Narcisse Bozanga*	
Congo	Mr. Honoré Bikou-M'Bys*	Mr. Jean-Claude Mavila*
Egypt	Mr. Ahmed Khalifa*	Mr. Ahmed Khalil*
Ethiopia	Mr. Fisseha Yimer*	
Mauritania	Mr. Mohamed Abeidna*	Mr. Abdellahi Ould Bah Nagi*
Morocco	Ms. Halima Embarek Warzazi*	
Tunisia	Mr. Saïd Naceur Ramadhane*	Mr. Hatem Kotrane*
Uganda	Mr. Joseph Olaka Onyango**	
	Asian States	
Bangladesh	Mr. Maksum-Ul-Hakim*	Mr. Mohamed Mijarul Quayes*
Indonesia	Mr. Charles Himawan*	Mr. H. Muladi*
Japan	Mr. Ribot Hatano*	Mr. Yozo Yokota*
Pakistan	Ms. Amna Piracha*	

---

* For biographical data, see E/CN.4/1996/104 and Add.1, annex I.

** Biographical data are contained in the annex to the present document.

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
	Asian States (continued)	
Republic of Korea	Mr. Sang Yong Park*	Mr. Myung Chul Hahm*
Syrian Arab Republic	Mr. Moustafa Al-Sayed*	Mr. Badr Kasme*
	Eastern European States	
Romania	Mr. Ion Maxim*	Ms. Antoanella Iulia Matoc*
Ukraine	Mr. Volodymyr G. Boutkevitch*	Mr. Oleg V. Shamshur*
	Latin American States	
Cuba	Mr. Miguel Alfonso Martinez*	Ms. Marianela Ferriol Echevarria*
Colombia	Ms. Clemencia Forero Ucros*	Mr. Alberto Diaz Uribe*
	Western European and other States	
Belgium	Mr. Marc Bossuyt*	Mr. Guy Genot*
Norway	Mr. Asbjørn Eide*	Mr. Jan Helgesen*
Portugal	Ms. Marta Santos Pais*	Ms. Ana Martins Gomes*
United States of America	Mr. David Weissbrodt*	Ms. Gay J. McDougall*

Annex

BIOGRAPHICAL DATA*

Mr. JOSEPH OLAKA ONYANGO (Expert)

(Nominated by the Government of Uganda)

I. PRESENT POSITION

October 1992- Present:

Senior Lecturer, Faculty of Law, Makerere University; teaching international human rights law, international economic law and constitutionalism; Advocate of the Superior Court of Uganda. Research areas: Human rights (especially economic and social); popular democracy and organization, conflict resolution, refugee law (regional and domestic), women's rights and feminism, judicial power, arbitration and alternative methods of dispute resolution, governance and democratic transitions.

II. QUALIFICATIONS (Legal)

Doctor of Juridical Science (SJD), Harvard Law School, Cambridge MA, USA; March 1989.

Master of Laws (LL.M), Harvard Law School; June 1986.

Diploma in Legal Practice (Dip.L.P.), Law Development Centre, Kampala, Uganda; July 1983.

Bachelor of Laws, Honours (LL.B. Hons.), Makerere University; March 1982.

III. WORK EXPERIENCE (Legal)

Visiting Professor, University of Minnesota School of Law and Institute of International Studies (September 1994 to September 1995).

Coordinator, Human Rights & Peace Centre (HURIPEC), Makerere University, Kampala, Uganda (October 1993 to October 1994).

Visiting Professor, College of Law/African Studies Centre, University of Florida, Gainesville, USA (Spring 1993).

Lecturer-in-Law, Faculty of Law, Makerere University, Kampala, Uganda (October 1989 to October 1992).

Research Associate, Harvard Law School (January to August 1989).

Attorney, Lawyers Committee for Human Rights, New York (September 1987 to February 1988).

---

* The biographical data is reproduced in the original language only.

Legal Consultant, United States Committee for Refugees, Washington D.C. (June to September 1986).

Legal Associate, Mugerwa & Matovu, Advocates, Kampala (March 1982 to July 1985).

Teaching Assistant, Faculty of Law, Makerere University, Kampala, Uganda (October 1983 to July 1985).

IV. WORK EXPERIENCE (General)

Chairman (Policy Council) and Research Fellow, Centre for Basic Research (CBR), Kampala (1991 to 1994).

Consultant, World Health Organization (WHO) Programme on Vaccine Development, Geneva, Switzerland.

Focal Point and Resource Person, United Nations Institute for Training and Research (UNITAR), Geneva.

Consultant, United Nations Development Programme - UNDP Network on Ethics, Law and HIV/AIDS.

Consultant (Refugee and Africa Projects), Lawyers Committee for Human Rights, New York.

Member, Advisory Board, International Human Rights Internship Programme (IHRIP), Washington, D.C.

Member, Advisory Board, United Nations University (UNU) Team on Peace & Global Governance.

Member, Advisory Board, Minnesota Advocates for Human Rights, Minneapolis.

Member, Board of Directors, International Third World Legal Studies Association (INTWORLSA), New York.

Associate Editor, East African Journal of Peace and Human Rights, Kampala.

Member, Editorial Board, International Journal of Refugee Law, Geneva.

Member, Editorial Board, International Journal of Group Rights, New York.

V. PUBLISHED WORK

A. Books and Book Chapters

Uganda, in P. Baehr, et. al. (eds.), Human Rights in Developing Countries, Kluwere, the Hague, 1996.

(with Sylvia Tamale) Bitches at the Academy and Other Scary Stories: Gender and Academic Freedom at the African University, in CODESRIA, The State of Academic Freedom in Africa, CODESRIA, Dakar, 1996.

The OAU Bureau for Refugees, in Lawyers Committee for Human Rights, African Exodus: Refugee Crisis, Human Rights and the 1969 OAU Convention, New York, 1995.

(with Mahmood Mamdani) Uganda: Studies in Living Conditions, Popular Movements and Constitutionalism, Univ. of Economics & Business Administration/ Centre for Basic Research, Vienna/Kampala, 1994.

(with John J. Barya) Popular Justice and Resistance Committee Courts in Uganda, New Vision, Kampala, 1994.

Constitutionalism and Politics in Uganda, CODESRIA, Dakar, 1995.

(with Kivutha Kibwana and Chris Maina Peter - eds.), Law, Politics and Multipartism in East Africa, Oxford University Press, Nairobi, 1995.

Academic Freedom at the Kampala Conference, in Mamadou Diouf & Mahmood Mamdani (eds.) Academic Freedom in Africa, CODESRIA, Dakar, 1994.

Some Reflections on the Human Rights Aspects of African Economic Integration, in M.A. Ajomo, & O. Adewale (eds.), African Economic Community: Issues, Problems and Prospects, Nigerian Institute of Advanced Legal Studies, Lagos, 1993.

The Place and Relevance of Arbitration and Dispute Resolution to Less Developed Countries [Chapter 8 in UNITAR, Debt and Financial Management, Geneva, 1993].

Judicial Power and Constitutionalism in Uganda, [CBR Working Paper No. 30, 1993].

Uganda in Bard-Anders Andreassen & Theresa Swinehart (eds.), Human Rights in Developing Countries: 1991 Yearbook, Scandinavian University Press, Oslo, 1992.

The National Resistance Movement, "Grassroots Democracy" and Dictatorship in Uganda in Robin Cohen & Harry Goulborne (eds.) Democracy and Socialism in Africa, Westview Press, Boulder, 1991.

B. Journal articles, papers and briefs

The Plight of the Larger Half: Human Rights, Gender Violence and the Legal Status of Refugee and Internally Displaced Women in Africa, 24/2 Denver Journal of International Law & Politics, 1996.

Self-Determination, Withering States and the New Millennium: Problems and Prospects for a Democratic Future 34/3 Columbia Journal of Transitional Law, 1996.

Notes on the 2nd Extraordinary Session of the African Commission on Human & Peoples' Rights, African Journal of International & Comparative Law, 1996.

Risen From the Dead, or sinking deeper?: Structural Adjustment and the "progressive realization" of Economic, Social and Cultural Rights in Uganda (forthcoming, 1996).

The African Refugee Question: An Old Problem in search of New Solutions (forthcoming, 1996).

Two Approaches to Constitutional Debate and Reform in Africa: Kenya and Uganda Compared (forthcoming, 1996).

Some Reflections on the Framework of Economic, Social and Cultural Rights in Africa, 55 The Review of the International Commission of Jurists, 1995.

(with Sylvia Tamale) "The Personal is Political", or Why Women's Rights are Indeed Human Rights: An African Perspective on International Feminism 17/4 Human Rights Quarterly, 1995.

Constitutional Transition in Museveni's Uganda: New Horizons or another False Start? 39/2 Journal of African Law, 1995.

The Dynamics of Corruption Control and Human Rights Enforcement in Uganda: The Case of the Inspector General of Government, 1/1 East African Journal of Peace & Human Rights, 1993.

Governance, Democracy and Development in Uganda Today: A Sociolegal Examination, 13/2 African Studies Monographs, 1992.

The Legal Control of Tertiary Institutions in East Africa: The Case of Makerere University, 17/4 African Development, (1992); 7/8 Zimbabwe Law Journal, 1989-90.

Human Rights and the Struggle for Democracy in Uganda Today, 1/1 Uganda Law Society Review, 1992.

Human Rights, the OAU Convention and the Refugee Crisis in Africa Forty years after Geneva, 3/3 International Journal of Refugee Law, 1991.

Armed Conflict, Political Violence and the Monitoring of Human Rights in Uganda, CBR Working Paper No. 12, 1991.

(with Sam Tindifa), Constitutionalism in Uganda: Report of a Survey of Organized Groups and Group Leaders relating to the promulgation of a new Constitution for the Republic of Uganda, CBR Working Paper No. 10, 1991.

Police Powers, the State and Human Rights in Kenya and Uganda: A Comparative Analysis, Third World Legal Studies, 1990.

Law, "Grassroots Democracy" and the National Resistance Movement in Uganda 17/4, International Journal of the Sociology of Law, 1989.

Law and State in the Political Economy of Underdevelopment, SJD Dissertation, December 1988.

Race, Class and Imperialism in Uganda, 5/1 TransAfrica Forum, 1987.

Development Finance: The case of the Uganda Development Bank, XV/3 Ufahamu, 1986/87.

Plugging the Gaps: Refugees and OAU Policy [Issue Brief. United States Committee for Refugees, 1986].

C. Book Reviews

On people, Poverty and Community Action: Review of People: From Impoverishment to Empowerment. (Üner Kirdar & Leonard Silk, eds., in Human Rights Quarterly, 1995).

"Biography as Apologia" (Obote: A Political Biography, by Kenneth Ingham, 1994), in Africa Today, 1995.

Review of African Refugees: Development Aid and Repatriation. (Hoard Adelman & John Sorenson, eds., 1994), in Journal of Refugee Studies, 1995.

Review of Human Rights of Women: National and International Perspectives, (Rebecca J. Cook, 1994), [East African Journal of Peace and Human Rights, 1995].

Review of Albie Sachs & Gita H. Welch, Liberating the Law: Creating Popular Justice in Mozambique, [Canadian Journal of African Studies, 28/2, 1994].

VI. CONFERENCE AND SEMINAR PAPERS, REPORTS AND STUDIES

How Participatory was Uganda's Constitution - Making Process? (Presented at the INTWORLSA Workshop on Constitutional Change and the Processes of Democratization (with a special focus on Africa), New York, 21-23 March 1996).

Expunging the Ghost of Ex. Parte Matovu: Challenges Facing the Ugandan Judiciary in the 1995 Constitution (Judges Conference, Kampala: 11-12 January 1996).

Human Rights Activism in Africa: A Frog's Eye View (presented at a workshop on International Human Rights, N. Hennepin Community College, Brooklyn Centre, Minneapolis, 24 February 1995).

Liability for the Administration of HIV/AIDS Vaccine Tests in Uganda: A Study Undertaken for the Global Programme of AIDS of the World Health Organization (WHO) (December 1994).

Governance, Humanitarian Intervention and the Quest for Sustainable Peace in Africa: The Status in Quo and Proposals for future research (presented at the 2nd consultative meeting of the United Nations University (UNU) Advisory Team on Peace and Global Governance, Barcelona, Spain: 24-25 October 1994).

Notes on the African Debt Crisis and democratic imperatives for the twenty-first century (presented at the Pan-African Law Students' Conference, Kampala: 3-5 December 1993).

Politics and Democratization in Uganda: An overview of the recent constitutional proposals (presented at the Harvard Human Rights Programme, 16 April 1993).

Some Thoughts on human rights jurisprudence, the Common Law and its applicability to the African context (presented at the African Centre for Democracy and Human Rights Studies, Seminar for Anglophonic African magistrates, Banjul, the Gambia: 8-12 February 1993).

The "new" international order, human rights and the struggle for global democracy (presented at the international seminar on human rights, Lagos, Nigeria: 3-6 February 1992).

Contemporary Press laws and the democratic tradition: A critical survey (Uganda Journalists Association seminar on the proposed Uganda Media (Press and Publications) Bill, Kampala: 5-6 November 1991).

Popular Sovereignty, human rights and the struggle for democracy in Africa: The Example of Uganda (Makerere University/Columbia University Conference on the Constitutional Protection of Rights, Kampala: 13-15 August 1991).

The human rights imperatives of the debt question in Africa (presented at the UNITAR Conference on the legal aspects of debt management, Dar es Salaam, Tanzania, 8-12 July 1991).

The duty of non-refoulement (including non-extradition) in international refugee law (presented at The Hague Academy of International Law & International Relations, the Hague, Netherlands, August 1989).

The Asian Question, Expropriated Property Legislation and Socio-economic Change in Uganda [L.M. Thesis, 1986].

VII. PERSONAL

Place and date of birth: London, United Kingdom, 16 September 1960.

Nationality: Ugandan.